



**CTB**

المملكة المغربية  
ROYAUME DU MAROC



Ministère délégué auprès du Ministre  
de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de  
l'Environnement, chargé de l'Eau

# RAPPORT DES RESULTATS 2016

## APPUI INSTITUTIONNEL ET OPERATIONNEL AUX 3 AGENCES DE BASSINS HYDRAULIQUES MOR 12 042 11



**Agence du Bassin Hydraulique  
du Loukkos**



وكالة الحوض المائي لملوية  
Agence du Bassin Hydraulique  
de la Moulouya



**Agence du Bassin Hydraulique  
du Souss Massa Drâa**

<b>ACRONYMES .....</b>	<b>4</b>
<b>LEGENDE DES INDICATEURS.....</b>	<b>5</b>
<b>1 APERÇU DE L'INTERVENTION .....</b>	<b>6</b>
1.1 FICHE D'INTERVENTION .....	6
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE.....	7
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE .....	7
1.3.1 <i>Pertinence</i> .....	7
1.3.2 <i>Efficacité</i> .....	8
1.3.3 <i>Efficiéce</i> .....	8
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i> .....	9
1.4 CONCLUSIONS .....	9
<b>2 MONITORING DES RESULTATS .....</b>	<b>11</b>
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE .....	11
2.1.1 <i>Contexte général</i> .....	11
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i> .....	11
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i> .....	11
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i> .....	12
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME .....	13
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	13
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	14
2.2.3 <i>Impact potentiel</i> .....	14
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1 .....	16
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	16
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	17
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	17
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	18
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	18
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	19
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	20
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	21
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	21
2.5.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	22
2.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	22
2.6 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4.....	23
2.6.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	23
2.6.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	24
2.6.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	24
2.7 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 5.....	25
2.7.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	25
2.7.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	26
2.7.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	26
2.8 THEMES TRANSVERSAUX .....	27

2.8.1	<i>Genre</i> .....	27
2.8.2	<i>Environnement</i> .....	27
2.9	GESTION DES RISQUES .....	28
<b>3</b>	<b>PILOTAGE ET APPRENTISSAGE.....</b>	<b>32</b>
3.1	REORIENTATIONS STRATEGIQUES.....	32
3.2	RECOMMANDATIONS .....	32
3.3	ENSEIGNEMENTS TIRES.....	33
<b>4</b>	<b>ANNEXES.....</b>	<b>34</b>
4.1	CRITERES DE QUALITE .....	34
4.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	38
4.3	CADRE LOGIQUE MIS A JOUR .....	40
4.4	APERÇU DES MORE RESULTS .....	44
4.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » .....	44
4.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	46

## Acronymes

M&E	Monitoring et évaluation
ABH L	Agence du Bassin Hydraulique du Loukkos
ABH M	Agence du Bassin Hydraulique de la Moulouya
ABH SMD	Agence du Bassin Hydraulique du Souss Massa Drâa
AGIRE	Programme d'appui à la gestion intégrée des ressources en eau
CTB	Coopération Technique Belge, Agence belge de développement
DOM	Division Organisation et Méthodes
DOSI	Division Outils et Système d'Informations
DPH	Domaine Public Hydraulique
DRPE	Direction de la Recherche et de la Planification de l'eau
MDE	Ministère délégué chargé de l'eau
MEF	Ministère de l'économie et des finances
GIRE	Gestion intégrée des ressources en eau
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
LOLF	Loi organique relative à la loi de finances
PGE	Plan Gouvernemental de l'Egalité
MTR	mid-term review, revue à mi-parcours

## Légende des indicateurs

	Très bien : valeur cible dépassée
	Bien : valeur cible atteinte
	Valeur cible non atteinte mais travail en cours
	Valeur cible non atteinte
	Données manquantes pour évaluer l'indicateur

# 1 Aperçu de l'intervention

## 1.1 Fiche d'intervention

<b>Intitulé de l'intervention</b>	<b>Appui institutionnel et opérationnel aux 3 agences de bassins hydrauliques</b>
<b>Code de l'intervention</b>	<b>MOR 12 042 11</b>
<b>Localisation</b>	<b>MAROC</b>
<b>Budget total</b>	<b>Belge: 5.500.000 € Marocain: 2.700.000 €</b>
<b>Institutions partenaires</b>	<b>Ministère délégué chargé de l'eau Agence du Bassin Hydraulique du Loukkos Agence du Bassin Hydraulique de la Moulouya Agence du Bassin Hydraulique du Souss Massa Drâa</b>
<b>Date de début de la Convention spécifique</b>	<b>13 avril 2013</b>
<b>Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture</b>	<b>15 juillet 2013</b>
<b>Date prévue de fin d'exécution</b>	<b>30 novembre 2018</b>
<b>Date de fin de la Convention spécifique</b>	<b>16 avril 2019</b>
<b>Groupes cibles</b>	<b>Agences de Bassin Hydraulique</b>
<b>Impact<sup>1</sup></b>	<b>Contribuer à l'amélioration de la gestion intégrée et durable des ressources en eau dans les bassins hydrauliques de Souss massa Drâa, Loukkos et Moulouya</b>
<b>Outcome</b>	<b>Les Agences de Bassins Hydrauliques du Loukkos, de la Moulouya et du Souss Massa Drâa disposent des compétences et mécanismes pour mieux jouer leur rôle dans la gestion et dans la préservation des ressources en eau</b>
<b>Outputs</b>	<b>Output 1 : La présence des Agences au niveau local est renforcée</b>
	<b>Output 2 : Les mécanismes, procédures et outils des Agences soutiennent une gestion performante des informations et des moyens</b>
	<b>Output 3 : Les Agences disposent d'une base de données intégrées sur les ressources en eau et leur usage qui répond à leurs besoins et aux attentes des partenaires</b>
	<b>Output 4 : Les Agences sont à même de mieux gérer le Domaine Public Hydraulique</b>
	<b>Output 5 : La préservation de la qualité des ressources en eau est prise en compte dans les actions des Agences</b>
<b>Année couverte par le rapport</b>	<b>2016</b>

<sup>1</sup> L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté  
Rapport des résultats 2016

## 1.2 Exécution budgétaire

	Budget en € en cogestion	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année 2016
		Années précédentes : 2013/14/15	Année couverte par le rapport : 2016		
<b>Total</b>	<b>3.514.500</b>	<b>158.941</b>	<b>711.252</b>	<b>2.644.307</b>	<b>25 %</b>
Output 1	583.000	32.645	73.150	477.205	18 %
Output 2	506.000	6.539	29.522	469.939	6 %
Output 3	1.468.000	115.453	478.340	874.207	40 %
Output 4	378.500	4.304	29.401	344.795	9 %
Output 5	579.000	0	100.839	478.161	17 %

	Budget en € en Régie	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année 2016
		Années précédentes : 2013/14/15	Année couverte par le rapport : 2016		
<b>Total</b>	<b>1.938.600</b>	<b>735.256</b>	<b>341.296</b>	<b>862.048</b>	<b>56 %</b>
Output 1	88.000	52.490	0	35.510	60 %
Output 2	273.000	0	16.339	256.661	6 %
Personnel	957.200	433.318	214.214	309.668	68 %
Investissement	67.600	122.300	316	-55.016	181 %
Frais de fonct.	317.800	71.405	27.028	219.367	31 %
Audit et S&E	235.000	55.743	83.399	95.858	59 %

## 1.3 Autoévaluation de la performance

### 1.3.1 Pertinence

	Performance
<b>Pertinence</b>	<b>A</b>

L'intervention est parfaitement ancrée dans la stratégie nationale de l'eau présentée en avril 2009 par les autorités marocaines. L'objectif central est la gestion intégrée des ressources en eau. L'intervention s'inscrit pleinement dans la réalisation des objectifs spécifiques de la stratégie nationale, notamment, la poursuite des réformes réglementaires et institutionnelle, la modernisation des systèmes d'informations et le renforcement des moyens et compétences. De plus l'intervention développe des activités en lien avec la préservation et la protection des ressources en eau, soit le volet qualitatif de la gestion de l'eau, encore peu prioritaire. L'intervention renforce l'application de la loi 10/95 sur l'eau et s'inscrit parfaitement dans les nouvelles orientations établies par la loi 36/15. Elle structure et appuie les missions des Agences de Bassins Hydrauliques et leur délégation.

La logique d'intervention est appropriée mais diverses modifications du chronogramme de réalisation des activités ont été nécessaires tenant compte de l'évolution inhérente aux partenaires entre la formulation et l'exécution du projet et des priorités édictées par le MDE et les ABH. Les indicateurs ont été établis par l'étude de ligne de base en 2014 et les risques sont régulièrement réévalués et mis à jour.

### 1.3.2 Efficacité

	<b>Performance</b>
<b>Efficacité</b>	<b>B</b>

Au cours de l'année 2016 toutes les activités issues des programmes d'actions 2014/15 des ABH et du MDE sont en cours d'exécution voire finalisées. Les procédures liées à la gestion d'un marché jusqu'au remboursement au Trésor marocain sont mieux maîtrisées.

L'intervention a adapté sa stratégie et ses activités pour l'année 2015 et 2016, notamment :

- par le transfert de montant de la co-gestion vers la régie permettant de mettre en œuvre certaines activités avec plus d'efficacité (stratégie de communication, appui au dispositif de contrôle de gestion et au système d'information de gestion) ;
- par une prise en compte flexible des actions programmées par les Agences, actions parfois réorientées avec justesse par rapport au DTF et à la formulation ;
- par une hiérarchie des activités en lien avec les priorités du MDE et en partenariat avec la GIZ ;
- par le suivi des recommandations de la MTR pour ce qui concerne la visibilité du projet et le processus de capitalisation.

### 1.3.3 Efficience

	<b>Performance</b>
<b>Efficience</b>	<b>C</b>

La plupart des inputs (finances, ressources humaines, biens d'équipements) étaient disponibles au terme de l'année 2014 sans avoir nécessité d'importants ajustements budgétaires. Seuls des transferts entre lignes en régie ont été réalisés pour ajuster le coût de certains biens d'équipement (véhicules et informatique/bureautique).

Un montant de 273.000 € a été transféré vers la régie dans le cadre du résultat 2 afin de permettre la réalisation plus souple et sans contrainte d'inscription budgétaire des missions d'appui pour la mise en œuvre du dispositif de contrôle de gestion et du système d'information de gestion au niveau des Agences. Les marchés sont en cours de d'exécution.

Cependant, en co-gestion, il faut noter que les procédures d'élaboration des dossiers d'appel d'offre, de publication, de sélection et d'attribution souffrent parfois de nombreux aléas (imprécisions et erreurs, marché infructueux, ...). Les délais de certaines étapes liés à l'administration (signature des PV d'attribution, transmission des demandes d'exonération, délai d'obtention de l'exonération) peuvent postposer la notification des marchés ou leurs paiements. Ce constat perdure depuis le début du projet et peu d'amélioration sont constatées en 2016.

Le manque de visibilité et d'implication du bénéficiaires dans la mise en œuvre du résultat 3, pour la composante « Actualiser la base de données intégrées, tenant compte des outils existants et la rendre opérationnelle au niveau des Agences de Bassins Hydraulique » implique de supprimer cette activité et de réallouer l'entièreté du budget vers des activités prioritaires et sans risque d'exécution.



### 1.3.4 Durabilité potentielle

	<b>Performance</b>
<b>Durabilité potentielle</b>	<b>B</b>

A ce stade, la durabilité financière/économique de l'intervention est jugée vraisemblablement bonne compte tenu de l'assise institutionnelle des Agences et du renforcement de celles-ci par l'intervention elle-même et par la nouvelle loi sur l'eau 36/15 entrée en vigueur en août 2016.

Le degré d'appropriation de l'intervention par les Agences est, au terme des trois premières années, correct ; l'implication des 3 ABH au niveau du développement du système d'information de gestion et dans le dimensionnement de la fonction de contrôle de gestion est un signe positif. Cependant, la durabilité de ces activités dépendra de l'adéquation des ressources humaines et de leur formation.

Le Comité de pilotage joue bien son rôle d'orientation et de recommandations afin d'optimiser l'exécution et l'implication de la Division chargée de la coordination et de l'appui aux ABH est un gage de durabilité certain

Au niveau politique, l'intervention bénéficie d'un appui intégral et durable. La gestion de l'intervention est bien intégrée au niveau des structures institutionnelles même si la dispersion géographique des bénéficiaires (Agences) rend plus complexe une présence effective régulière du personnel affecté à la gestion du projet.

Par ailleurs, la création de l'Agence « Drâa Oued Noun », regroupant les territoires couverts par les délégations de Ouarzazate et de Guelmim nécessite de mettre en place une stratégie pour renforcer la capacité d'action du projet face à cette évolution institutionnelle.

Le projet développe des activités stratégiques en rapport avec la gouvernance des Agences (système d'informations de gestion et dispositif de contrôle de gestion), l'ancrage local et le développement du plan opérationnel des agences et des délégations et le développement des cellules de communication des ABH. De plus, le renforcement effectif des réseaux de surveillance des ressources en eau des Agences leur permet d'asseoir leur rôle de gestionnaire dans leur zone d'action.

La visibilité du projet et de ses activités est renforcée.

## 1.4 Conclusions

En termes de conclusion, l'année 2016 est une année clé marquée par une accélération des activités ainsi qu'une globalisation des actions en termes de communication sous la responsabilité de l'ATN Communication.

- de réaliser, au titre des programmes 2014 et 2015, les appels d'offre pour diverses activités en co-gestion décentralisées. Le total des marchés en cours représente 73% du budget disponible de l'ABHL, 59 % du budget disponible de l'ABHM et 77 % du budget disponible de l'ABHSMD ;
- de valider et d'activer la procédure de remboursement du trésor marocain ;
- d'établir le programme d'activités 2017 et d'en opérer la planification afin d'optimiser les étapes de préparation et d'exécution des marchés ;

- de permettre l'appropriation du système de suivi et évaluation, de gestion des risques et de suivre les indicateurs au terme de l'année 2015 ;
- de coordonner, au nom de la CTB, la poursuite des activités initiées par le programme AGIRE de la GIZ, dans le domaine de la gouvernance des Agences.

Par ailleurs, en termes de résultats, il faut souligner les avancées suivantes :

- les délégations disposent de plus de moyens matériels et techniques pour exercer leurs activités ;
- les réseaux de surveillance des ressources en eau et d'alerte sont améliorés ;
- la dynamique d'une meilleure prise en compte de la communication dans le chef des agences est acquise via la stratégie de communication et via l'élaboration des plan de communication ;
- l'appui à l'élaboration des contrats de nappes (ABH L) est effectif ;
- les actions de communication et l'harmonisation des CSC entre agences sont mieux structurées ;
- le volet « qualité de la ressource » est bien appréhendé par les Agences au niveau des réseaux de surveillance, des études de dépollution industrielles, des études de réutilisation des eaux traitées, des actions de sensibilisation ;

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution CTB
<p><b>Charaf El Hebil</b>  <b>Responsable National</b>  <b>PAIO ABH</b>            Signé : Charaf EL HEBIL</p>	<p><b>Mohamed Bouezmarni</b>  <b>Mohamed BOUEZMARNI</b>            Co-responsable            Projet MOR 1204211 A3ABH            Ministère délégué chargé de l'Eau            Rabat-Maroc</p>

## 2 Monitoring des résultats

### 2.1 Évolution du contexte

#### 2.1.1 Contexte général

Le contexte général est resté relativement stable ; l'intervention se basant sur la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'eau élaborée en 2009 restée inchangée. La loi 36/15 sur l'eau, publiée en août 2016, confirme la pertinence du projet et accélérera certainement certaines activités pour le reste du programme. Cependant le plan national de l'eau doit préciser les évolutions futures de la politique de l'eau ; sa publication est attendue.

#### 2.1.2 Contexte institutionnel

S'agissant du contexte institutionnel, la loi 10/95 sur l'eau a été révisée et la loi 36/15 approuvée en août 2016. Cependant les textes d'application devant permettre sa mise en œuvre doivent être rédigés et publiés.

Bien que les Agences de Bassin Hydraulique disposent depuis janvier 2014 d'un organigramme officiel en rapport avec leurs missions ; celui-ci est toujours en cours d'implémentation au niveau des Agences, notamment pour les fonctions de contrôleurs de gestion et de chargé de communication. Par ailleurs, la création de la nouvelle Agence Drâa Oued Noun au niveau de la zone d'action des délégations de Guelmim et d'Ouarzazate est un point important à prendre en considération.

Le projet de la loi organique relative à la loi de finances (LOLF) a été élaboré et vise i) le renforcement de la performance de la gestion publique, ii) le renforcement des principes et règles et de la transparence des finances publiques ; iii) l'accroissement du contrôle parlementaire des finances publiques. La nouvelle loi se base sur le principe d'objectifs et de résultats dans la gestion des finances publiques. Ceci exige une réforme de la nomenclature budgétaire pour passer d'une approche normative des dépenses à une présentation par programme.

Concernant le volet genre, il y a lieu de noter que dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Gouvernemental de l'Égalité 2012-2016 (PGE), le MDE est représenté par un point focal genre dans le comité interministériel de suivi de la mise en œuvre du PGE instituée depuis juillet 2013. Le MDE a lancé en 2014 le chantier de l'institutionnalisation des mécanismes de l'égalité au sein du département au niveau central, régional et provincial par la mise en place de points focaux genre.

#### 2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

La co-gestion centralisée et décentralisée est le mode d'exécution pour le quasi toutes les activités mises en œuvre. A ce titre, des prérequis sont nécessaires comme l'inscription du don belge dans la morasse budgétaire du Ministère et des Agences, la hiérarchisation des activités financées par le projet au sein de l'ensemble des activités générées par les partenaires (MDE et ABH).

Par ailleurs, les marchés sont lancés trop tardivement dans l'année par les 4 bénéficiaires (MDE, ABHL, ABHM et ABHSM) et ils concernent un panel très diversifié de domaines d'activités. La fragmentation du budget entre des très nombreuses activités oblige les ABH à réaliser des marchés via des bons de commande.

Le délai entre la préparation d'un dossier d'appel d'offre et l'ordre d'exécution peut atteindre 7 mois, voire un an. Il s'ensuit que, selon la durée de la prestation et de ses modalités de

paiement, un décaissement effectif ne peut intervenir qu'au terme de minimum 4 à 6 mois supplémentaires. Bien que les partenaires soient sensibilisés à cette problématique, il faut reconnaître qu'il y a peu de progrès.

Seules, une rédaction anticipée des dossiers d'appel d'offre et l'optimisation des délais de chacune des étapes peuvent permettre de comprimer le timing de préparation des dossiers d'appel d'offres et donc d'accélérer la mise en œuvre des activités. La collaboration entre les ABH peut également améliorer cet aspect en capitalisant les expériences respectives, ce qui permettra d'éviter d'éventuelles erreurs et d'accélérer les procédures.

La réflexion menée au niveau des partenaires a permis un transfert d'un montant de 273.000 € de la co-gestion centralisée vers la régie pour l'exécution des marchés liés au dispositif de contrôle de gestion et au système d'information de gestion des Agences de Bassins Hydrauliques.

Vu les soldes budgétaires du MDE, il est utile de se poser la question de nouveaux transferts vers la régie.

#### 2.1.4 Contexte HARMO

L'intervention et le programme AGIRE de la GIZ concertent leurs activités et plan d'action, par une participation croisée au niveau de leur comité de pilotage ou ateliers de planification.

La CTB poursuit les activités du programme AGIRE (Etude de mise en place du système de contrôle de gestion et évaluation des performances au niveau des ABH) en parfaite collaboration.

De plus, des synergies sont réalisées aussi avec le jumelage UE « Gouvernance et gestion intégrée des ressources en eau » géré par l'OIEAU, notamment dans les volets liés à la mise en œuvre de la directive cadre eau.

En matière de genre, la CTB et la GIZ ont organisé conjointement une formation sur le genre à destination du MDE et des ABH.

En interne à la CTB, le programme « Bourses et renforcement de capacités » appuie diverses formations au niveau des ABHs.

## 2.2 Performance de l'outcome



### 2.2.1 Progrès des indicateurs

S'agissant des indicateurs, ceux-ci ont été validés par les missions d'appui et d'appropriation du système de suivi et évaluation réalisées en 2015.

Il faut noter que les valeurs de ligne de base, les valeurs cibles et les valeurs 2015 des indicateurs sont distinctes pour chacune des ABH, il y a donc lieu de présenter un tableau par Agence.

Outcome : Les agences de Bassins Hydrauliques du Loukkos, de la Moulouya et du Sous Massa Drâa disposent des compétences et mécanismes pour mieux jouer leur rôle dans la gestion et dans la préservation des ressources en eau							
ABH Loukkos							
Indicateurs de résultats	Valeur Ligne de Base (2014)	Valeurs Cibles				Evaluation	
		2015	2016	2017	2018	2015	2016
Taux de réalisation des objectifs du programme pluriannuel de l'Agence	NA	NA	NA	50%	70%	NA	NA
Taux de capacité de la délégation	30%	30%	40%	50%	70%	30%	40%
Réalisation du renforcement des capacités par le projet	NA	15%	25%	50%	75%	33%	50%
Taux d'amélioration de l'efficacité de l'Agence	NA	10%	25%	50%	75%	Non calculé	60%

Outcome : Les agences de Bassins Hydrauliques du Loukkos, de la Moulouya et du Sous Massa Drâa disposent des compétences et mécanismes pour mieux jouer leur rôle dans la gestion et dans la préservation des ressources en eau							
ABH Moulouya							
Indicateurs de résultats	Valeur Ligne de Base (2014)	Valeurs Cibles				Evaluation	
		2015	2016	2017	2018	2015	2016
Taux de réalisation à 80% des objectifs du programme pluriannuel des trois ABH	NA	NA	NA	50%	70%	NA	NA
Taux de capacité des quatre délégations	10%	10%	20%	40%	50%	15%	30%
Réalisation du renforcement des capacités par le projet A3ABH	NA	15%	25%	50%	75%	33%	50%
Taux d'amélioration de l'efficacité des trois ABH	NA	10%	25%	50%	75%		75%

<b>Outcome : Les agences de Bassins Hydrauliques du Loukkos, de la Moulouya et du Sous Massa Drâa disposent des compétences et mécanismes pour mieux jouer leur rôle dans la gestion et dans la préservation des ressources en eau</b>							
<b>ABH Souss Massa Drâa</b>							
Indicateurs de résultats	Valeur Ligne de Base (2014)	Valeurs Cibles				Evaluation	
		2015	2016	2017	2018	2015	2016
Taux de réalisation à 80% des objectifs du programme pluriannuel des trois ABH	NA	NA	NA	50%	70%	NA	NA
Taux de capacité des quatre délégations (Ouarzazate)	20%	20%	30%	40%	60%	30%	30%
Taux de capacité des quatre délégations (Guelmine)	30%	30%	40%	60%	80%	40%	50%
Réalisation du renforcement des capacités par le projet A3ABH	NA	15%	25%	50%	75%	17%	33%
Taux d'amélioration de l'efficacité des trois ABH	NA	10%	25%	50%	75%		75%

## 2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Sur les 4 indicateurs identifiés, 3 disposent de valeurs cibles pour l'année 2016 et doivent être pris en considération.

Il faut noter cependant que le niveau de développement ou de maturité des délégations n'est pas identique pour les 4 délégations.

S'agissant de la délégation d'Ouarzazate, le siège de la délégation est actuellement fixé dans le bâtiment abritant le Service de l'eau. Divers projets de déménagement et de construction d'un nouveau bâtiment ont été étudiés en 2014, 2015 et en 2016. Cette incertitude n'a pas encore permis d'équiper la délégation. Il était attendu qu'en 2016, la délégation occupe un nouvel espace dont la location avait été finalisée.

Cependant, la création d'une 10<sup>ème</sup> Agence couvrant les territoires des délégations d'Ouarzazate et de Guelmime (siège de la délégation à Guelmine) a été décidée en 2016.

Concernant, le taux de capacité des délégations, les valeurs cibles 2016 sont atteintes voire dépassées pour les trois Agences. En effet, le nombre d'attribution réellement prises par les délégations en rapport avec les attributions assignées est en croissance.

S'agissant de la réalisation du renforcement des capacités par le projet, la cible 2016 est atteinte et dépassée pour les trois Agences.

S'agissant du taux d'amélioration de l'efficacité des trois Agences, cet indicateur agrège différents indicateurs associés aux résultats 1 à 5. Cependant, certains de ces indicateurs n'ont pas pu être calculés rendant par conséquent non pertinent le calcul de cet indicateur.

## 2.2.3 Impact potentiel

Le renforcement des capacités d'action des délégations par la mise à disposition d'équipements de bureau performants et de communication et par des formations spécifiques accroît l'efficacité de leurs prestations.

De plus, le développement des réseaux de surveillance des ressources en eau et

d'annonce de crue renforce sensiblement le rôle de gestionnaire et la crédibilité des Agences et des délégations.

Diverses formations ont été dispensées incluant les délégations.

## 2.3 Performance de l'output 1



### 2.3.1 Progrès des indicateurs

S'agissant des indicateurs, ceux-ci ont été validés par les missions d'appui et d'appropriation du système de suivi et évaluation réalisées en 2015.

Il faut noter que les valeurs de ligne de base, les valeurs cibles et les valeurs intermédiaires des indicateurs sont distinctes pour chacune des ABH, il y a donc lieu de présenter un tableau par Agence.

Un indicateur est pertinent en 2016 « nombres d'opérations médiatiques de sensibilisation sur le rôle de l'ABH ». La valeur cible est atteinte pour toutes les ABH. Ce point pourra être amélioré sur base de la stratégie de communication en cours d'élaboration, mais dénote clairement un manque de culture en termes de « marketing » de communication sur les rôles et missions des Agences.

Output 1 : La présence des Agences au niveau local est renforcée							
ABH Loukkos							
Indicateurs de résultats	Valeur Ligne de Base (2014)	Valeurs Cibles				Evaluation	
		2015	2016	2017	2018	2015	2016
Taux de réalisation des objectifs du plan de développement des quatre délégations	NA	NA	NA	20%	40%	NA	NA
Nombre d'opérations médiatiques de sensibilisation sur le rôle de l'ABH	0	1	2	3	4	0	3

Output 1 : La présence des Agences au niveau local est renforcée							
ABH Moulouya							
Indicateurs de résultats	Valeur Ligne de Base (2014)	Valeurs Cibles				Evaluation	
		2015	2016	2017	2018	2015	2016
Taux de réalisation des objectifs du plan de développement des quatre délégations	NA	NA	NA	20%	40%	NA	NA
Nombre d'opérations médiatiques de sensibilisation sur le rôle de l'ABH	1	1	2	3	4	1	2



Output 1 : La présence des Agences au niveau local est renforcée							
ABH Souss Massa Drâa							
Indicateurs de résultats	Valeur Ligne de Base (2014)	Valeurs Cibles				Evaluation	
		2015	2016	2017	2018	2015	2016
Taux de réalisation des objectifs du plan de développement des quatre délégations (Ouarzazate)	NA	NA	NA	20%	40%	NA	NA
Taux de réalisation des objectifs du plan de développement des quatre délégations (Guelmim)	NA	NA	NA	20%	40%	NA	NA
Nombre d'opérations médiatiques de sensibilisation sur le rôle de l'ABH	0	1	2	3	4	0	2

### 2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités prévues en 2016 <sup>2</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Rendre plus opérationnelles les délégations (plan de développement)		X		
2 Rendre plus opérationnelles les délégations (équipements) et véhicules		X		
3 Appui la clarification des rôles et relation entre acteurs			X	
4 Concevoir et soutenir la communication des Agences		X		
5 Soutenir les plateformes de concertation locales		X		

### 2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Le plan de développement opérationnel des délégations est une des activités clés du projet. Bien que le projet de termes de référence ait été finalisé en janvier 2015, le marché n'a pu être attribué qu'en décembre 2015. De ce fait, les plans de développement des délégations ne seront finalisés qu'en 2017. Le volet « clarifications et rôles des acteurs » est associé à cette même prestation.

La mission « diagnostic du plan pluriannuel des ABH et des délégations » a été validée en 2016.

Les délégations de Guelminme, AL Hociema et Midelt ont été renforcée techniquement, véhicules y compris. L'incertitude sur le devenir de la délégation d'Ouarzazate (localisation, RH, etc.) implique la mise en suspension de son équipement.

<sup>2</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises

## 2.4 Performance de l'output 2

### 2.4.1 Progrès des indicateurs

S'agissant des indicateurs, ceux-ci ont été validés par les missions d'appui et d'appropriation du système de suivi et évaluation réalisées en 2015.

Il faut noter que les valeurs de ligne de base, les valeurs cibles et les valeurs intermédiaires des indicateurs sont distinctes pour chacune des ABH, il y a donc lieu de présenter un tableau par Agence.

<b>Output 2 : Les mécanismes, procédures et outils des Agences soutiennent une gestion performante des informations et des moyens</b>							
<b>ABH Loukkos</b>							
Indicateurs de résultats	Valeur Ligne de Base (2014)	Valeurs Cibles				Evaluation	
		2015	2016	2017	2018	2015	2016
Taux d'usage du Système d'Information de Gestion aux trois ABH	NA	NA	NA	30%	60%	NA	NA
Nombre d'outils d'appui à la décision maîtrisés par les trois ABH	1	1	2	3	3	2	3
Opérationnalité du système d'archivage aux trois ABH	Non	Non	Non	Non	Oui	Non	Non
Nombre de réunions de coordination interne dans les trois ABH	2	2	3	3	4	0	3
Taux de formation du personnel des ABH et délégations en matière d'égalité des genres	0%	10%	20%	35%	50%	Non calculé	3%

<b>Output 2 : Les mécanismes, procédures et outils des Agences soutiennent une gestion performante des informations et des moyens</b>							
<b>ABH Moulouya</b>							
Indicateurs de résultats	Valeur Ligne de Base (2014)	Valeurs Cibles				Evaluation	
		2015	2016	2017	2018	2015	2016
Taux d'usage du Système d'Information de Gestion aux trois ABH	NA	NA	NA	30%	60%	NA	NA
Nombre d'outils d'appui à la décision maîtrisés par les trois ABH	1	1	2	3	3	1	2
Opérationnalité du système d'archivage aux trois ABH	Non	Non	Non	Non	Oui	Non	Non
Nombre de réunions de coordination interne dans les trois ABH	0	1	2	3	3	0	1
Taux de formation du personnel des ABH et délégations en matière d'égalité des genres	0%	5%	10%	30%	45%	2%	8%

Output 2 : Les mécanismes, procédures et outils des Agences soutiennent une gestion performante des informations et des moyens							
ABH Souss Massa Drâa							
Indicateurs de résultats	Valeur Ligne de Base (2014)	Valeurs Cibles				Evaluation	
		2015	2016	2017	2018	2015	2016
Taux d'usage du Système d'Information de Gestion aux trois ABH	NA	NA	NA	30%	60%	NA	NA
Nombre d'outils d'appui à la décision maîtrisés par les trois ABH	1	1	2	3	3	1	2
Opérationnalité du système d'archivage aux trois ABH	Non	Non	Non	Non	Oui	Non	Non
Nombre de réunions de coordination interne dans les trois ABH	0	1	2	3	3	1	2
Taux de formation du personnel des ABH et délégations en matière d'égalité des genres	0%	5%	10%	25%	40%		10%

Trois indicateurs sont pertinents pour le rapport résultat 2015 :

- Le nombre d'outils d'appui à la décision maîtrisé ;
- Le nombre de réunions de coordination interne ;
- Le taux de formation du personnel des ABH et de la délégation en matière d'égalité des genres.

Globalement, la cible 2016 de l'indicateur « nombre d'outil d'aide à la décision » est respectée. A l'inverse, la coordination interne est variable : parfois déficitaire (ABHM), en légère amélioration (ABH SMD) ou en nette amélioration (ABH L).

L'indicateur « genre » a été évalué en 2016 et les valeurs cibles ne sont atteintes par aucune ABH.

## 2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités en 2016 <sup>3</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Concevoir et mettre en place un système de gestion des informations managériales		X		
2 Développer les outils et procédures d'appui à la décision	X			
3 Etude et fourniture d'un système d'archivage dans les ABH			X	
4 Travail d'archivage au niveau des ABH			X	
5 Appuyer la stratégie de communication interne des ABH		X		

<sup>3</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises

### 2.4.3 Analyse des progrès réalisés

La mise en place d'un système d'information de gestion et du dispositif de contrôle de gestion représente un axe prioritaire d'intervention du projet et ce dans un partenariat avec la GIZ. En effet, la CTB poursuit les activités que la GIZ a entamées dans ce secteur en appuyant l'opérationnalisation du système d'information et du dispositif de contrôle de gestion.

A cet effet, un transfert de 273.000 € a été opéré de la co-gestion centralisée vers la régie afin de lancer plus rapidement et avec plus de souplesse les deux appels d'offres afférant à cette thématique. Le marché « appui au déploiement du dispositif de contrôle de gestion » est attribué en janvier 2016 et le marché « système d'information de gestion intégré et unifié » est attribué en mars 2016.

Rappelons que ces activités sont transversales à l'ensemble des 9 Agences et sont jugées prioritaires au niveau du Ministère.

Le marché de diagnostic et de développement de la gestion électronique des documents initié en 2014 a été ré-initié au second semestre 2016.

L'appui à la stratégie de communication des Agences bénéficie, depuis septembre 2015, des prestations d'une assistante nationale en communication sénior. La stratégie de communication et les plans de communication ont été validés pour les trois Agences et sont en exécution.

## 2.5 Performance de l'output 3

### 2.5.1 Progrès des indicateurs

S'agissant des indicateurs, ceux-ci ont été validés par les missions d'appui et d'appropriation du système de suivi et évaluation réalisées en 2015.

Il faut noter que les valeurs de ligne de base, les valeurs cibles et les valeurs intermédiaires des indicateurs sont distinctes pour chacune des ABH, il y a donc lieu de présenter un tableau par Agence.

Seul l'indicateur « contribution à la modernisation du réseau de mesure de l'Agence » est pertinent pour le rapport résultat 2016.

Output 3 : Les Agences disposent d'une base de données intégrées sur les ressources en eau et leur usage qui répond à leurs besoins et aux attentes des partenaires							
ABH Loukkos							
Indicateurs de résultats	Valeur Ligne de Base (2014)	Valeurs Cibles				Evaluation	
		2015	2016	2017	2018	2015	2016
Contribution à la modernisation du réseau de mesure de l'Agence	NA	15%	40%	65%	65%	0%	100%
Taux d'usage par l'ABH de la base de données développée par la DOSI	NA	NA	NA	50%	75%	NA	NA
Opérationnalité d'un protocole d'échange de données avec les partenaires de l'ABH	Non	Non	Non	Non	Oui	Non	Non

Output 3 : Les Agences disposent d'une base de données intégrées sur les ressources en eau et leur usage qui répond à leurs besoins et aux attentes des partenaires							
ABH Moulouya							
Indicateurs de résultats	Valeur Ligne de Base (2014)	Valeurs Cibles				Evaluation	
		2015	2016	2017	2018	2015	2016
Contribution à la modernisation du réseau de mesure de l'Agence	NA	15%	30%	50%	50%	33%	36%
Taux d'usage par l'ABH de la base de données développée par la DOSI	NA	NA	NA	50%	75%	NA	NA
Opérationnalité d'un protocole d'échange de données avec les partenaires de l'ABH	Non	Non	Non	Non	Oui	Non	Non

Output 3 : Les Agences disposent d'une base de données intégrées sur les ressources en eau et leur usage qui répond à leurs besoins et aux attentes des partenaires							
ABH Sous Massa Drâa							
Indicateurs de résultats	Valeur Ligne de Base (2014)	Valeurs Cibles				Evaluation	
		2015	2016	2017	2018	2015	2016
Contribution à la modernisation du réseau de mesure de l'Agence	NA	NA	30%	40%	40%	0	33%
Taux d'usage par l'ABH de la base de données développée par la DOSI	NA	NA	NA	50%	75%	NA	NA
Opérationnalité d'un protocole d'échange de données avec les partenaires de l'ABH	Non	Non	Non	Non	Oui	Non	Non

## 2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités en 2016 <sup>4</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Optimiser les réseaux de mesures des ABH		X		
2 Actualiser la base de données intégrées et la rendre opérationnelle				X
3 Encourager le partage et la valorisation des données				X
4 Optimiser les mécanismes de veille et d'alerte		X		

## 2.5.3 Analyse des progrès réalisés

S'agissant de l'optimisation des réseaux de mesures, les marchés exécutés ou en cours de finalisation permettent de respecter les valeurs cibles 2016.

S'agissant de l'actualisation de la base de données Badre21, le manque de visibilité et le manque d'implication de la DOSI au niveau du projet impliquent une réallocation du solde de la ligne budgétaire (170.000 €) vers d'autres activités du MDE ou vers les ABH.

Le volet « partage et valorisation des données » est lié au thème précédent et le manque de visibilité et d'implications posent question quant à une éventuelle réorientation de cette ligne budgétaire.

La thématique « veille et alerte de crues » est spécifiquement développée par l'ABH L & l'ABH SMD et ne sera pas développée par l'ABHM (réallocation de la ligne vers les activités de préservation de la qualité).

<sup>4</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises

## 2.6 Performance de l'output 4

### 2.6.1 Progrès des indicateurs

S'agissant des indicateurs, ceux-ci ont été validés par les missions d'appui et d'appropriation du système de suivi et évaluation réalisées en 2015.

Il faut noter que les valeurs de ligne de base, les valeurs cibles et les valeurs intermédiaires des indicateurs sont distinctes pour chacune des ABH, il y a donc lieu de présenter un tableau par Agence.

Les différents indicateurs recouvrent des mécanismes problématiques inhérents à des tâches essentielles des Agences, soit la perception de redevances financières et la gestion du domaine public hydraulique.

L'atteinte des valeurs cibles 2016 pour les indicateurs disposant de données est très variable entre les Agences et s'explique par des priorités distinctes entre leurs programmes d'actions respectifs et le dynamisme des Agences en termes de communication.

Output 4 : Les Agences sont à même de mieux gérer le Domaine Public Hydraulique							
ABH Loukkos							
Indicateurs de résultats	Valeur Ligne de Base (2014)	Valeurs Cibles				Evaluation	
		2015	2016	2017	2018	2015	2016
Nombre de km soumis à concertation	0	10	30	50	80	0	0
Taux de traitement des demandes d'autorisation d'utilisation du DPH	28%	35%	45%	60%	80%		79%
Taux de recouvrement des redevances par les trois ABH	90%	91%	92%	93%	95%	66%	87%
Nombre d'activités de communication réalisées sur la gestion du DPH et la dépollution	2	2	2	3	4	0	2

Output 4 : Les Agences sont à même de mieux gérer le Domaine Public Hydraulique							
ABH Moulouya							
Indicateurs de résultats	Valeur Ligne de Base (2014)	Valeurs Cibles				Evaluation	
		2015	2016	2017	2018	2015	2016
Nombre de km soumis à concertation	0	5	20	40	70	0	36
Taux de traitement des demandes d'autorisation d'utilisation du DPH							90%
Taux de recouvrement des redevances par les trois ABH	30%	35%	40%	50%	60%		70%
Nombre d'activités de communication réalisées sur la gestion du DPH et la dépollution	0	2	2	3	4		2

Output 4 : Les Agences sont à même de mieux gérer le Domaine Public Hydraulique							
ABH Souss Massa Drâa							
Indicateurs de résultats	Valeur Ligne de Base (2014)	Valeurs Cibles				Evaluation	
		2015	2016	2017	2018	2015	2016
Nombre de km soumis à concertation	0	5	15	30	50	5	5
Taux de traitement des demandes d'autorisation d'utilisation du DPH							90%
Taux de recouvrement des redevances par les trois ABH	66%	70%	75%	80%	80%		94%
Nombre d'activités de communication réalisées sur la gestion du DPH et la dépollution		2	2	3	4	3	2

## 2.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités en 2016 <sup>5</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Appuyer les mécanismes de délimitation du DPH		X		
2 Aide pour les études de délimitation du DPH		X		
3 Automatiser les procédures pour autorisation et redevances			X	
4 Mener des campagnes de sensibilisation		X		

## 2.6.3 Analyse des progrès réalisés

Les activités réalisées dans le cadre de ce résultat sont dans le timing initial mais les études des délimitations du DPH ne semblent pas être une priorité pour les Agences. De nouvelles modifications ont été apportées par la loi 36/15 par rapport à cette question. Les Agences sont en attente des textes d'application.

Par contre, le taux de traitement des demandes d'autorisation au niveau du DPH et le recouvrement des redevances en lien sont en nette progression pour l'ensemble des ABH.

Les activités de sensibilisation en lien avec le DPH et la dépollution sont généralisées au niveau de l'ensemble des ABH et s'inscrivent dans le futur au niveau des plans de communication.

<sup>5</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.



## 2.7 Performance de l'output 5

### 2.7.1 Progrès des indicateurs

S'agissant des indicateurs, ceux-ci ont été validés par les missions d'appui et d'appropriation du système de suivi et évaluation réalisées en 2015.

Il faut noter que les valeurs de ligne de base, les valeurs cibles et les valeurs intermédiaires des indicateurs sont distinctes pour chacune des ABH, il y a donc lieu de présenter un tableau par Agence.

Output 5 : La préservation de la qualité des ressources en eau est prise en compte dans les actions des Agences							
ABH Loukkos							
Indicateurs de résultats	Valeur Ligne de Base (2014)	Valeurs Cibles				Evaluation	
		2015	2016	2017	2018	2015	2016
Contribution à la modernisation du réseau de mesure qualité de l'Agence	NA					0%	NA
Publication par l'ABH du bulletin de qualité des ressources en eau	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Taux des subventions d'aide à la dépollution	NA	NA	2%	5%	8%	NA	Non calculé

Output 5 : La préservation de la qualité des ressources en eau est prise en compte dans les actions des Agences							
ABH Moulouya							
Indicateurs de résultats	Valeur Ligne de Base (2014)	Valeurs Cibles				Evaluation	
		2015	2016	2017	2018	2015	2016
Contribution à la modernisation du réseau de mesure qualité de l'Agence	NA					Non calculé	NA
Publication par l'ABH du bulletin de qualité des ressources en eau	Non	Non	Non	Oui	Oui	Non	Oui
Taux des subventions d'aide à la dépollution	4%	NA	2%	5%	8%	6%	7%

Output 5 : La préservation de la qualité des ressources en eau est prise en compte dans les actions des Agences							
ABH Souss Massa Drâa							
Indicateurs de résultats	Valeur Ligne de Base (2014)	Valeurs Cibles				Evaluation	
		2015	2016	2017	2018	2015	2016
Contribution à la modernisation du réseau de mesure qualité de l'Agence	NA	NA	NA	NA	NA	0%	NA
Publication par l'ABH du bulletin de qualité des ressources en eau	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Non	Non
Taux des subventions d'aide à la dépollution	NA	NA	2%	5%	8%	NA	21%

### 2.7.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités en 2016 <sup>6</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Intégrer la dimension « qualité » dans les mesures, la BDI et les outils de communication			X	
2 Mener des campagnes de sensibilisation auprès des pollueurs		X		
3 Mettre en œuvre un dispositif d'aides à la dépollution et de redevances pour les rejets		X		
4 Faciliter la réalisation d'études sur la dépollution, la réutilisation et la préservation		X		

### 2.7.3 Analyse des progrès réalisés

Au titre des plans d'action 2014, 2015 et 2016, plusieurs marchés ont été clôturés en 2016 tels que l'acquisition de matériel de laboratoire et d'équipements de bureau. La mise en œuvre des travaux de modernisation des réseaux de mesures est terminée (ABH L et ABH M) ou en phase d'achèvement (ABH SMD). D'autres marchés d'études sont clôturés. C'est le cas de l'étude hydraulique de délimitation des berges des cours d'eau et l'étude et la mise en place d'une solution intranet de l'ABH M.

Les autres marchés sont en cours d'exécution dont plusieurs études importantes telles que le système d'information de gestion, le système de contrôle de gestion, le contrat de nappes et l'étude des masses d'eau. Les marchés en lien avec la communication et le système d'archivage électronique sont également en cours d'exécution.

Ces activités seront accélérées par le programme d'action 2017.

<sup>6</sup> A : Les activités sont en avance  
B : Les activités sont dans les délais  
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises

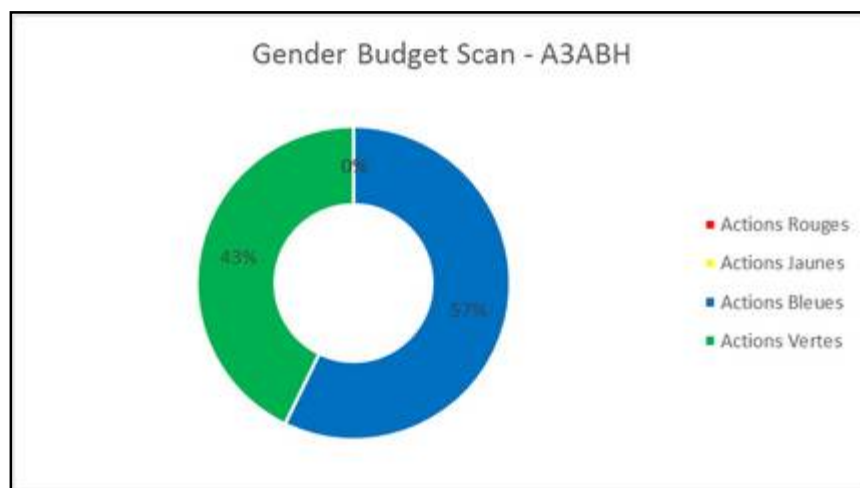
## 2.8 Thèmes transversaux

### 2.8.1 Genre

#### **Schéma du Gender Budget Scan**

Le Gender Budget Scan du projet MOR 12 042 11 démontrent que 57 % du budget des activités prévues est « genre aveugle - code couleur bleu) » dans la mesure où ce sont des frais d'investissement, d'équipement, et 43 % du budget est à associer au « Genre sensible – code couleur vert ».

Dans la rubrique genre sensible sont reprises notamment l'ensemble des activités liées à la communication et à la formation.



Le volet genre du projet est, par ailleurs, développé via le volet formation du programme bourse dans un partenariat CTN/GIZ.

### 2.8.2 Environnement

Les activités, actions et marchés lancés par les partenaires (Agences et ministères) concourent de fait à la prise en compte de la thématique environnement.

Par ailleurs, le programme de renforcement de capacités de la CTB comporte de nombreuses formations à composantes environnementales majeures.

Adjoindre un nouveau programme spécifique au niveau des ABH n'est pas opportun compte tenu de la faiblesse des ressources humaines et des activités prioritaires à mettre en œuvre au niveau du projet.

## 2.9 Gestion des risques

Identification des risques			Analyse des risques			
Résultat	Risque	Catégorie de risque	Probabilité	Criticité	Possibilité d'intervention De l'ABH	Priorité d'intervention
Résultat 1	La délégation ne dispose pas d'un mandat explicite (en particulier en termes de prise de décision et de délégation de signature)	Interne	Possible	Risque inacceptable	limitée	Prioritaire
	La délégation n'a pas le personnel adéquat (en nombre et en profils)	Partagé	Possible	Risque inacceptable	limitée	Prioritaire
	La délégation n'est pas dotée de moyens matériels adéquats et à la hauteur de sa mission	Partagé	Peu probable	Risque important	Peut agir directement	Prioritaire
Résultat 2	Le personnel de l'ABH ne reçoit pas la formation adéquate en matière de SIGestion	Interne	Possible	Risque inacceptable	Peut agir directement	Prioritaire
	La communication inter-divisions au sein de l'ABH est insuffisante	Interne	Possible	Risque inacceptable	Peut agir directement	Prioritaire
Résultat 3	Complexité de système de Base de Données développé au MDCE (DOM)	Externe	Possible	Risque inacceptable	limitée	Prioritaire
	Manque de volonté de la part des partenaires pour le partage de données.	Externe	Certain	Risque inacceptable	limitée	Prioritaire
Résultat 4	L'ABH manque de compétences juridiques pour gérer les affaires DPH	Interne	Possible	Risque important	Peut agir directement	Prioritaire
	Les partenaires, notamment les élus ne sont pas sensibilisés à la nécessité de délimitation du DPH	Externe	Certain	Risque inacceptable	limitée	Prioritaire
Résultat 5	Le gouvernement, avec l'appui de ses partenaires, n'apporte pas le soutien requis pour les mécanismes de dépollution	Externe	Possible	Risque important	faible à très faible	Prioritaire
Activités de communication externe	L'ABH ne dispose pas d'un plan de communication et de sensibilisation	Interne	Possible	Risque important	Peut agir directement	Prioritaire
	Les divisions techniques ne contribuent pas suffisamment aux activités de communication	Interne	Possible	Risque inacceptable	Peut agir directement	Prioritaire
	L'ABH n'évalue pas les impacts de ses actions de communication sensibilisation	Interne	Peu probable	Risque important	Peut agir directement	Prioritaire
	L'ABH ne recrute pas un spécialiste communication	Partagé	Possible	Risque important	Peut agir directement	Prioritaire

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Responsable	Deadline	Progress	Statut
La délégation ne dispose pas d'un mandat explicite	janvier 2015		Medium	High	High Risk	Evaluer le mandat actuel des délégations. Prévoir dans le plan opérationnel de développement des délégations, l'élaboration du projet de mandat optimisé.	Direction de projet	sept-17	Elaboration du plan de développement des délégations en cours / mission 1 clôturée / diagnostic des délégations en cours	En cours
L'ABH du Drâa n'est pas fonctionnelle	janvier 2017		Medium	High	High Risk	Réorienter l'étude du plan opérationnel des délégations de manière à proposer une structuration efficace de l'ABH du Drâa et de sa délégation	Direction de projet	sept-17	Suivi des nouveaux textes d'application relatifs à la création de l'ABH et de sa délégation	En cours
La délégation n'a pas le personnel adéquat en nombre et en profils	janvier 2015		Medium	High	High Risk	Nécessité d'une implication politique du Ministère chargé de l'eau et des finances et assurer le lien avec le plan de développement opérationnel	MDCE et ABH	sept-17	Le plan de développement des délégations devra prévoir les profils et le nombre d'engagements. Cependant, des engagements ont été réalisés en 2016, examiner les possibilités d'engagement en 2017	En cours

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Responsable	Deadline	Progress	Statut
La délégation n'est pas dotée de moyens techniques adéquats et à la hauteur de sa mission	janvier 2015		Low	High	Medium Risk	Assurer au niveau du plan de développement opérationnel des délégations, la budgétisation de son fonctionnement optimal sur base de scenarii d'investissement	Direction de projet	sept-17	Le projet a déjà permis une mise à niveau des équipements et le plan de développement des délégations détaillera les autres moyens à financer	En cours
L'ABH n'a pas un personnel adéquat (en nombre et en profils)	janvier 2015		Low	High	Medium Risk	Evaluer la progression du cadre et des techniciens annuellement et conseiller l'ABH pour les priorités d'engagement	MDCE	sept-17	Un plan progressif d'engagement est en cours en lien avec le nouvel organigramme. Evaluer le plan de recrutement 2017	En cours
Le système d'information de gestion développé n'est pas approprié par les ABH	janvier 2015		Low	High	Medium Risk	Evaluer avec les ABH leurs potentiels d'appropriation de l'outil et assurer les formations	Direction de projet	juin-17	Appui technique et formation via les études en cours	En cours
L'ABH manque de compétences juridiques pour gérer les affaires du DPH	janvier 2015		Low	Medium	Low Risk	Prévoir à terme, l'engagement d'un juriste si non prévu par l'ABH	MDCE	sept-16	Les services du DPH ont été renforcés au niveau des ABH	Terminé

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Responsable	Deadline	Progress	Statut
Les mécanismes de dépollution industrielle ne sont pas suffisamment utilisés	janvier 2015		Medium	Low	Low Risk	Evaluer le devenir du mécanisme	MDCE	déc-16	Le mécanisme est bien utilisé au niveau de l'ABHM, mais peu au niveau des autres ABH	Terminé
L'ABH ne recrute pas un spécialiste en communication	janvier 2015		Medium	High	High Risk	Ceci relève d'un engagement de la partie marocaine via le DTF - à suivre via COPIL	Direction de projet	juin-17	La stratégie de communication et le plan de communication sont actifs. Le plan d'engagement des ABH en 2017 doit pallier à cette situation	En cours

## 3 Pilotage et apprentissage

### 3.1 Réorientations stratégiques

L'année 2016 a permis de finaliser ou d'initier les activités stratégiques suivantes :

- Le plan opérationnel de développement des délégations, comprenant également et la cartographie des acteurs locaux et la clarification des rôles entre ceux-ci ;
- La stratégie de communication des Agences ;
- La gestion électronique et l'archivage des documents ;
- Le déploiement du dispositif de contrôles de gestion ;
- Le développement du système d'information de gestion intégré et unifié des Agences.

L'ensemble de ces prestations ne seront pas finalisées avant fin 2017.

De manière fondamentale, il y a lieu de clarifier l'évolution de l'activité A.03.04 « Actualiser la base de données intégrées et la rendre opérationnelle au niveau des Agences » dotée solde budgétaire d'un budget de 177.000 € et de la ligne A.03.05 « Encourager le partage et la valorisation des données » dotée d'un budget de 68.000 € vers les partenaires ayant une meilleure capacité d'absorption des fonds, soit les ABH partenaires, y compris la nouvelle ABH.

La réalisation de la revue à mi-mandat du projet au trimestre 2/2016 n'a pas contribué à valider les réorientations stratégiques.

### 3.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Prévoir la réallocation complète du budget des activités A.03.04 et A.03.05 vers d'autres activités prioritaires au niveau des bénéficiaires, soit en co-gestion, soit en régie.	COPIL	avril 2017
Formaliser l'engagement d'un chargé de communication (diplôme en com) par les trois ABH	COPIL	Avril 2017
Optimiser l'appui des ABH en prenant en compte, si opportun, l'ABH Noun Drâa	COPIL/CTB/MDE	Avril 2017
Mettre en œuvre un processus de capitalisation des résultats entre partenaires	CTB	Mai 2018
Assurer une meilleure visibilité du projet et de ses résultats	CTB	Mai 2018



### 3.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Le mode de gestion du projet axé sur la co-gestion nécessite des délais d'exécution importants. Un meilleur équilibre entre les activités en co-gestion et en régie aurait sans doute permis une mise en œuvre plus rapide de certaines activités.	CTB siège et DGD
Le DTF du projet a été rédigé de manière très/trop détaillée. Face aux évolutions normales du secteur et des partenaires, il est nécessaire d'ajuster, voire de restructurer certaines activités.	CTB siège et DGD
L'éclatement du projet entre 4 entités (MDE et 3 ABH) géographiquement très éloignées rend l'appui opérationnel de la direction du projet et des ATI, ATN, RAF plus compliquée.	CTB siège et DGD
La flexibilité des transferts entre co-gestion et régie permet une accélération des prestations	CTB siège et DGD

## 4 Annexes

### 4.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
	X			
<b>1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?</b>				
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
<b>1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?</b>				
X	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

<b>2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.</b>				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
			X	
<b>2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens &amp; équipements) sont-ils correctement gérés ?</b>				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.		
<b>2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?</b>				
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.		
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.		
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.		
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.		
<b>2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?</b>				
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.		
	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.		
X	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.		
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.		

<b>3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N</b>				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B; Au moins un 'C', pas de 'D' = C; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
		X		
<b>3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?</b>				
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
<b>3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?</b>				
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.		
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.		
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.		
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.		

<b>4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).</b>					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
<b>Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale</b>		<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
			<b>X</b>		
<b>4.1 Durabilité financière/économique ?</b>					
	<b>A</b>	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
X	<b>B</b>	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
	<b>C</b>	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
	<b>D</b>	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
<b>4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?</b>					
	<b>A</b>	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			
	<b>B</b>	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.			
X	<b>C</b>	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.			
	<b>D</b>	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.			
<b>4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?</b>					
X	<b>A</b>	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.			
	<b>B</b>	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.			
	<b>C</b>	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.			
	<b>D</b>	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.			
<b>4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?</b>					
X	<b>A</b>	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).			
	<b>B</b>	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.			
	<b>C</b>	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.			
	<b>D</b>	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.			

## 4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

N°	Décision				Action			Suivi	
	Décision	Periode	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Status
1	Equipe projet, mise à disposition de la partie marocaine	juil-13	PV du COPIL 1	Equipe Projet	Désignation de la responsable nationale du projet, des points focaux dans les ABH et au MDCE	MDCE	Q3/2013	L'équipe projet "partie marocaine" est désignée en juillet (sauf adjoint au Responsable national désigné en octobre 2013)	CLOSED
2	Equipe CTB - programmation d'engagement ATI, RAF et ATN COM	juil-13	PV du COPIL 1	Equipe Projet	Procédure de sélection des ATI, RAF et ATN COM	CTB-Maroc	Q4/2014	L'ATI et le RAF : engagés au 01/12/2013; Assistante RAF engagé en 03/2014 : ATN Com engagé au 01/11/2014	CLOSED
3	Programmer un atelier de travail relatif à la transcription des activités du projet dans la morasse de la DRPE	juil-13	PV du COPIL 1	Equipe Projet	Atelier à programmer	Direction du projet	Q4/2013	L'atelier s'est tenu le 29/01/2014	CLOSED
4	Lancer l'étude sur la ligne de base	juil-13	PV du COPIL 1	Equipe Projet	Rédaction du CPS, lancement de l'appel d'offre, sélection du prestataire et réalisation de l'étude en régie	Direction du projet	Q4/2013	Etude de Ligne de base réalisée, rapport final en cours d'approbation	CLOSED
5	Réalisation d'un atelier de démarrage	juil-13	PV du COPIL 1	Equipe Projet	Atelier à organiser dès que la direction du projet est constituée, soit début 2014	Direction du projet	Q1/2014	L'Atelier n'a pas été réalisé et substitué par l'atelier de programmation des activités	CLOSED
6	Préparer une requête de financement de formation dans le cadre du programme "Bourses"	juil-13	PV du COPIL 1	Equipe Projet	Identification des cibles, programmes et formation à financer en lien avec le projet et les besoins des partenaires	Direction du projet et programme "bourse"	Q3/2014	La requête est réalisée, en concertation avec les ABH, le MDCE et soumise au COPIL du programme bourese	CLOSED
7	Apporter divers amendements et corrections au DTF	oct-13	PV du COPIL 2	Equipe Projet	Corriger diverses erreurs au niveau du DTF et y apporter les amendements consensuels	Direction du projet et CTB		La version "0" du DTF a été signé, les amendements ne sont pas encore insérés	CLOSED
8	Transfert de la co-gestion vers la régie	mai-15	PV du COPIL 3	Equipe Projet	Sur base du PV signé, finaliser le transfert de la co-gestion vers la Régie	Direction du projet et CTB	Q3/2015	réalisé	CLOSED
9	Etablir la version 01 du DTF intégrant les corrections validées	mai-15	PV du COPIL 3	Equipe Projet	Sur base du PV signé, finaliser la version 1 du DTF	Direction du projet	Q3/2016	Modifications intégrées et transmises aux partenaires	CLOSED
10	Adaptation du Comité de suivi technique en un comité de planification et de suivi	mai-15	PV du COPIL 3	Equipe Projet	Intégration des modifications au sein de la version 01 du DTF	Direction du projet	Q3/2015	réalisé / réunion planifiée	CLOSED

11	Le Comité de pilotage approuve la prolongation du contrat de l'ATI jusqu'au 31/03/2017 sans modification du processus d'engagement de l'ATN.	avr-16	PV du COPIL 4	Equipe Projet	Intégration des modifications au sein de la version 01 du DTF	CTB Maroc et siège	Q3/2016	réalisé	CLOSED
12	Le comité de pilotage mandate la direction du projet pour lui présenter au prochain COPIL l'affectation du solde de la ligne A.03.04 vers des activités en cogestion prioritaires du MDE au titre du plan d'actions 2017.	avr-16	PV du COPIL 4	Equipe Projet	à intégrer via la planification des activités 2017	Direction du projet	Q1/2017	planification du programme 2017 des ABH	OPEN

### 4.3 Cadre logique mis à jour

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>OG</b>	Contribuer à l'amélioration de la gestion intégrée et durable des ressources en eau dans les bassins hydrauliques de Souss-Massa-Drâa, Loukkos et Moulouya		Rapport d'évaluation finale du projet A3ABH	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La stratégie nationale et sa mise en œuvre confirment de plus en plus une approche GIRE et le rôle central des ABH</li> </ul>
<b>OS</b>	Les ABH de Souss-Massa-Drâa, Loukkos et Moulouya disposent des compétences et des mécanismes pour mieux jouer leur rôle dans la gestion et dans la préservation des ressources en eau	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux de réalisation des objectifs du programme pluriannuel des trois ABH</li> <li>• Taux de capacité des quatre délégations</li> <li>• Réalisation du renforcement des capacités par le projet A3ABH.</li> <li>• Taux d'amélioration de l'efficacité des trois ABH</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme pluriannuel des 3 ABH Rapports pour le Conseil d'Administration des 3 ABH.</li> <li>• Mandat des délégations. Rapport d'activité des délégations.</li> <li>• DTF Projet A3ABH</li> <li>• Points focaux du projet A3ABH. Points focaux genre des ABH. Direction du projet A3ABH.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Validation de l'organigramme des ABH</li> <li>• Recrutement de profils appropriés</li> <li>• Subventions annuelles consistantes des ABH</li> </ul>



	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
R 1	La présence des ABH au niveau local est renforcée	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux de réalisation des objectifs du plan de développement de chaque délégation</li> <li>• Nombre d'opérations médiatiques de sensibilisation de la société civile sur le rôle de l'ABH.</li> <li>• Nombre de plateformes de concertation animées par les trois ABH.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan de développement du projet A3ABH pour chaque délégation. Rapport d'activité des 4 délégations. Délégation.</li> <li>• Rapport pour le Conseil d'Administration des ABH. Service de Communication et de Coopération des ABH</li> <li>• PVs des plateformes de concertation des ABH. Rapport d'activité des 4 délégations.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le cadre de personnel des délégations est en adéquation avec ses tâches</li> <li>• Les frais du personnel et de fonctionnement (et d'équipements) des délégations sont pris en charge par le budget des ABH</li> <li>• Les ministères de tutelle s'impliquent dans la clarification des rôles et relations</li> <li>• L'élaboration de contrats de nappes et de rivières est soutenue par les ABH</li> </ul>
R 2	Les mécanismes, procédures et outils des ABH soutiennent une gestion performante des informations et des moyens	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux d'usage du Système d'Information de Gestion aux trois ABH.</li> <li>• Nombre d'outils d'appui à la décision maîtrisés par les trois ABH</li> <li>• Opérationnalité du système d'archivage aux trois ABH.</li> <li>• Nombre de communications internes aux trois ABH.</li> <li>• Taux de formation du personnel féminin au sein des 3 ABH.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport pour le Conseil d'Administration des ABH. Service Informatique et Systèmes d'Information des ABH. Division des Affaires Administratives et Financières des ABH. Charte des SIGestion.</li> <li>• Rapport pour le Conseil d'Administration des ABH. Division d'Évaluation et de Planification des Ressources en Eau des ABH. Division de Gestion Durable des Ressources en Eau des ABH Division de Gestion du Domaine Public Hydraulique des ABH.</li> <li>• Rapport pour le Conseil d'Administration des ABH. Charte d'archivage élaborée par la DOM du MDCE. Service Informatique et Systèmes d'Information des ABH.</li> <li>• PVs des réunions de coordination internes des ABH. Service de Communication et de Coopération des ABH.</li> <li>• Division des Affaires Administratives et Financières.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La division du travail et la coordination avec les autres projets d'appui aux ABH assurent la complémentarité</li> <li>• L'organigramme et la politique des RH permettent la mise en place d'une stratégie performante de communication</li> </ul>

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
R 3	Les ABH disposent d'une Base de Données Intégrées sur les ressources en eau et leur usage qui répond à leurs besoins et aux attentes de leurs partenaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contribution à la modernisation du réseau de mesure des ABH.</li> <li>• Taux d'usage aux trois ABH de la base de données développée par la DOM</li> <li>• Opérationnalité d'un protocole d'échange de données avec les partenaires des ABH.</li> <li>• Taux de réussite d'alerte aux crues dans les trois sous-bassins pilotes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapports pour le Conseil d'Administration des ABH. Division d'Évaluation et de Planification des Ressources en Eau des ABH. Bulletins et annuaires hydrologique des ABH. Cahiers des charges des nouveaux équipements installés par le projet A3ABH</li> <li>• Service Informatique et Systèmes d'Information des ABH. Rapport pour le Conseil d'Administration des ABH. Charte pour la base de données élaborée par la DOM du MDCE</li> <li>• Service Informatique et Systèmes d'Information des ABH. Rapport pour le Conseil d'Administration des ABH. Protocole type préparé par la DOM du MDCE.</li> <li>• Bulletins hydrologiques des ABH. Rapport pour le Conseil d'Administration des ABH</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La coordination avec les autres projets d'appui aux ABH permettent d'arriver à un système unique pour la gestion des données</li> <li>• Le DE et les ABH s'impliquent activement dans la conceptualisation de la BDI</li> <li>• Les ministères concernés et les agences et offices sous leur tutelle s'engagent pour un partage des données</li> </ul>
R 4	Les ABH sont à même de mieux gérer le Domaine Public Hydraulique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de km déposés en projets d'arrêté ministériel de délimitation des berges.</li> <li>• Taux des utilisateurs autorisés au niveau du DPH.</li> <li>• Taux de recouvrement des redevances</li> <li>• Nombre d'activités de communication réalisées sur la gestion du DPH.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport pour le Conseil d'Administration des ABH. Division de Gestion du Domaine Public Hydraulique des ABH.</li> <li>• Rapport pour le Conseil d'Administration des ABH. Inventaire des redevables des ABH. Division de Gestion du Domaine Public Hydraulique des ABH.</li> <li>• Rapport pour le Conseil d'Administration des ABH.</li> <li>• Rapport pour le Conseil d'Administration des ABH. Service de Communication et de Coopération des ABH.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le cadre réglementaire est complété</li> <li>• Les ABH continuent à investir dans les études de délimitation du DPH</li> <li>• Les ministères concernés soutiennent les demandes de délimitation</li> </ul>

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
R 5	La préservation de la qualité des ressources en eau est prise en compte dans les actions des ABH	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contribution à la modernisation du réseau de mesure qualité des ABH.</li> <li>• Publication du bulletin de qualité des ressources en eau</li> <li>• Nombre d'activités de communication réalisées envers les pollueurs.</li> <li>• Taux des subventions d'aide à la dépollution versée.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapports pour le Conseil d'Administration des ABH. Division de Gestion Durable des Ressources en Eau des ABH. Direction du projet A3ABH Bulletins et annuaires de qualité des RE des ABH. Cahiers des charges des nouveaux équipements installés par le projet A3ABH</li> <li>• Rapport pour le Conseil d'Administration des ABH. Bulletins de qualité des ressources en eau des ABH.</li> <li>• Rapport pour le Conseil d'Administration des ABH. Service de Communication et de Coopération des ABH.</li> <li>• Rapport pour le Conseil d'Administration des ABH. Division de Gestion du Domaine Public Hydraulique des ABH. Division de Gestion Durable des Ressources en Eau des ABH.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le cadre réglementaire est complété</li> <li>• Le Gouvernement, avec l'appui de ses partenaires, soutient les mécanismes de dépollution</li> </ul>

## 4.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Disponible au premier trimestre 2015
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Disponible au premier trimestre 2015
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	07/2016
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	01/2018/ (estimation)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2014	Février 2014 Olivier Stoupy Juin 2015 Yves Dervaux et Marie-Christine Boeve

## 4.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of MOR1204211											
Project Title :		Appui institutionnel aux agences de bassins hydrauliques									
Budget Version :		D02									
Currency :		EUR									
Y/M :		Year to month : 31/12/2016									
		Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing									
Status	Fin Mode	Amount	2015	2016				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				Q1	Q2	Q3	Q4				
<b>A Les ABH de Sous-Meuse</b>		<b>3.875.000,00</b>	<b>215.433,16</b>	<b>189.427,09</b>	<b>40.306,23</b>	<b>141.316,26</b>	<b>386.534,21</b>	<b>727.084,29</b>	<b>839.817,47</b>	<b>2.936.482,53</b>	<b>24%</b>
01 Résultat 1: La présence des		671.000,00	85.136,97	16.353,49	7.672,40	33.735,61	15.362,00	73.143,50	158.280,47	512.719,53	24%
01 Rendre plus opérationnelles		120.000,00	0,00						0,00	120.000,00	0%
02 Rendre plus opérationnelles		78.000,00	8.424,08	12.753,05		33.762,29		46.515,34	54.930,42	23.069,58	70%
03 Rendre plus opérationnelles		39.250,00	5.235,96	3.602,44	7.672,40			6.628,79	17.901,63	22.937,61	56%
04 Rendre plus opérationnelles		39.250,00	19.194,05						19.194,05	20.065,35	49%
05 Doter les délégations de		88.000,00	52.402,26			-6,88		-6,88	52.405,58	35.514,42	60%
06 Appuyer la clarification des		40.000,00	0,00						0,00	40.000,00	0%
07 Concevoir et appuyer la		27.000,00	0,00						0,00	27.000,00	0%
08 Concevoir et appuyer la		27.000,00	0,00						0,00	27.000,00	0%
09 Concevoir et appuyer la		27.000,00	0,00				8.733,21	8.733,21	8.733,21	16.266,79	32%
10 Soutenir les plateformes de		55.000,00	0,00						0,00	55.000,00	0%
11 Soutenir les plateformes de		55.000,00	0,00						0,00	55.000,00	0%
12 Soutenir les plateformes de		55.000,00	0,00						0,00	55.000,00	0%
<b>02 Résultat 2: Les</b>		<b>779.000,00</b>	<b>6.536,11</b>	<b>5.555,91</b>	<b>17.880,88</b>		<b>22.423,64</b>	<b>45.960,43</b>	<b>52.399,54</b>	<b>726.600,46</b>	<b>7%</b>
01 Concevoir et mettre en		0,00	0,00						0,00	0,00	0%
02 Développer les outils et		208.000,00	6.536,11	5.555,91	5.663,10			11.238,01	17.778,12	190.221,88	9%
03 Etude et fourniture pour un		144.000,00	0,00						0,00	144.000,00	0%
REGIE		1.967.000,00	736.973,06	68.836,09	96.324,47	81.696,87	104.213,00	341.269,43	1.877.262,32	886.337,48	55,00%
COGEST		3.542.000,00	156.940,92	156.427,09	40.306,23	141.322,94	376.195,65	711.252,41	879.193,33	2.672.206,67	25,00%
<b>TOTAL</b>		<b>5.509.000,00</b>	<b>894.913,98</b>	<b>219.462,98</b>	<b>136.630,70</b>	<b>222.889,91</b>	<b>474.408,65</b>	<b>1.052.541,84</b>	<b>1.947.455,65</b>	<b>3.552.544,15</b>	<b>36,00%</b>

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of MOR1204211											
Project Title :		Appui institutionnel aux agences de bassins hydrauliques									
Budget Version :		D02		Year to month : 31/12/2016							
Currency :		EUR									
Y/M :		Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing									
Status	Fin Mode	Amount	2015	2016				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				Q1	Q2	Q3	Q4				
<b>04 Résultat 4: Les ARH sont à</b>		<b>278,000.00</b>	<b>4,304.24</b>	<b>21,813.05</b>		<b>7,586.34</b>		<b>29,401.39</b>	<b>33,705.63</b>	<b>344,794.37</b>	<b>9%</b>
01 Appuyer les mécanismes	COGEST	56,000.00	0.00	15,040.01				15,040.01	15,040.01	39,951.99	27%
02 Aide pour études de	COGEST	42,500.00	4,304.24	6,755.04		826.57		7,591.61	11,895.85	32,404.15	19%
03 Aide pour études de	COGEST	42,500.00	0.00			6,761.77		6,761.77	6,761.77	55,736.23	11%
04 Aide pour études de	COGEST	42,500.00	0.00						0.00	42,500.00	0%
05 Automatiser les procédures	COGEST	46,000.00	0.00						0.00	46,000.00	0%
06 Menier des campagnes de	COGEST	36,000.00	0.00						0.00	36,000.00	0%
07 Menier des campagnes de	COGEST	36,000.00	0.00						0.00	36,000.00	0%
08 Menier des campagnes de	COGEST	36,000.00	0.00						0.00	36,000.00	0%
<b>05 Résultat 5: La préservation</b>		<b>579,000.00</b>	<b>0.00</b>	<b>41,241.38</b>	<b>7,080.55</b>	<b>10,236.56</b>	<b>42,278.89</b>	<b>100,838.38</b>	<b>100,838.38</b>	<b>478,160.82</b>	<b>17%</b>
01 Intégrer la dimension	COGEST	36,000.00	0.00	16,256.89		1,234.04		17,490.93	17,490.93	12,509.07	56%
02 Intégrer la dimension	COGEST	46,000.00	0.00					33,168.75	33,168.75	11,831.25	74%
03 Intégrer la dimension	COGEST	90,000.00	0.00						0.00	90,000.00	0%
04 Menier des campagnes de	COGEST	36,000.00	0.00						0.00	36,000.00	0%
05 Menier des campagnes de	COGEST	36,000.00	0.00				5,624.00	5,624.00	5,624.00	24,376.00	19%
06 Menier des campagnes de	COGEST	36,000.00	0.00						0.00	36,000.00	0%
07 Mettre en oeuvre un	COGEST	92,000.00	0.00	24,984.49				5,486.14	28,470.63	63,529.37	31%
08 Faciliter la réalisation	COGEST	57,000.00	0.00						0.00	57,000.00	0%
REGIE		1,967,600.00	735,973.06	68,836.09	95,374.47	81,666.87	104,213.00	341,286.43	1,077,262.52	886,337.48	55.00
COGEST		3,542,400.00	158,940.92	158,427.59	46,306.23	141,322.94	376,195.65	711,252.41	879,193.33	2,672,206.67	25.00
<b>TOTAL</b>		<b>5,500,000.00</b>	<b>894,913.98</b>	<b>219,462.68</b>	<b>136,680.70</b>	<b>222,989.81</b>	<b>474,408.65</b>	<b>1,052,541.84</b>	<b>1,947,455.85</b>	<b>3,552,544.15</b>	<b>35.00</b>

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of MOR1204211											
Project Title :		Appui institutionnel aux agences de bassins hydrauliques									
Budget Version :		D02		Year to month : 31/12/2016							
Currency :		EUR									
Y/M :		Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing									
Status	Fin Mode	Amount	2015	2016				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				Q1	Q2	Q3	Q4				
<b>03 Frais de fonctionnement</b>		<b>347,800.00</b>	<b>71,405.19</b>	<b>8,471.99</b>	<b>10,773.48</b>	<b>2,693.30</b>	<b>5,084.30</b>	<b>27,039.08</b>	<b>98,433.27</b>	<b>219,366.73</b>	<b>21%</b>
01 Loyer du bureau	REGIE	0.00	0.00						0.00	0.00	7%
02 Services et frais de	REGIE	0.00	3,183.03	959.47	179.86	459.06	242.09	1,840.58	6,024.41	-5,024.41	7%
03 Frais de fonctionnement	REGIE	72,000.00	4,156.56	485.58	1,154.03	284.06	230.37	2,148.03	6,315.69	65,684.41	9%
04 Télécommunications	REGIE	33,000.00	5,505.79	445.52	823.86	644.50	893.11	2,701.79	8,207.58	24,792.42	25%
05 Fournitures de bureau	REGIE	12,000.00	8,400.94	1,308.94	356.17	139.69	244.00	2,100.89	10,507.83	1,432.17	88%
06 Déplacements et frais de	REGIE	192,800.00	46,340.44	5,054.44	8,073.03	1,150.70	3,630.31	17,968.49	64,248.92	128,551.08	33%
07 Frais financiers	REGIE	3,000.00	264.49	170.04	91.64	15.29	44.33	321.31	586.80	2,414.20	20%
08 Formation de l'équipe	REGIE	5,000.00	3,483.14						3,483.14	1,516.86	70%
<b>04 Audit et Suivi et Evaluation</b>		<b>236,000.00</b>	<b>55,743.81</b>	<b>1,113.26</b>	<b>36,428.76</b>	<b>27,075.59</b>	<b>24,781.85</b>	<b>83,399.46</b>	<b>138,143.28</b>	<b>95,856.72</b>	<b>68%</b>
01 Elaboration d'une base de	REGIE	40,000.00	44,123.84		15,002.69			15,002.69	59,216.53	-19,216.53	145%
02 Evaluations	REGIE	60,000.00	907.21			27,075.59		27,075.59	27,982.80	32,017.20	47%
03 Audit	REGIE	36,000.00	0.00						0.00	36,000.00	0%
04 Organisation COP/let CTS	REGIE	7,500.00	4,497.51	632.82	1,485.63			2,296.45	6,796.96	794.04	91%
05 Consultance externe	REGIE	25,000.00	1,951.74	280.45				280.45	2,230.19	22,769.81	9%
06 Consultance externe	REGIE	50,000.00	0.00		13,870.44		24,781.85	38,652.29	38,652.29	11,347.71	77%
07 Backstopping CTS (siège et	REGIE	22,000.00	4,263.51						4,263.51	16,236.49	19%
08 Conversion rate adjustment		0.00	714.10						714.10	-714.10	7%
REGIE		1,967,600.00	735,973.06	68,836.09	95,374.47	81,666.87	104,213.00	341,286.43	1,077,262.52	886,337.48	55.00
COGEST		3,542,400.00	158,940.92	158,427.59	46,306.23	141,322.94	376,195.65	711,252.41	879,193.33	2,672,206.67	25.00
<b>TOTAL</b>		<b>5,500,000.00</b>	<b>894,913.98</b>	<b>219,462.68</b>	<b>136,680.70</b>	<b>222,989.81</b>	<b>474,408.65</b>	<b>1,052,541.84</b>	<b>1,947,455.85</b>	<b>3,552,544.15</b>	<b>35.00</b>

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of MOR1204211																																												
Project Title : Appel institutionnel aux agences de bassins hydrauliques																																												
Budget Version : D02 Year to month : 31/12/2016																																												
Currency : EUR																																												
YIM : Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing																																												
2016																																												
Status	Fin Mode	Amount	2016	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec.																																	
96 Conversion rate adjustment	REGIE	0,00	714,10						714,10	-714,10	7%																																	
99 Conversion rate adjustment	COGEST	0,00	0,00						0,00	0,00	7%																																	
<table border="1"> <tbody> <tr> <td>REGIE</td> <td>1.967.600,00</td> <td>735.873,06</td> <td>68.836,09</td> <td>95.374,47</td> <td>81.606,87</td> <td>104.213,00</td> <td>341.289,43</td> <td>1.877.262,52</td> <td>886.337,49</td> <td>55,00</td> </tr> <tr> <td>COGEST</td> <td>3.542.400,00</td> <td>158.940,92</td> <td>159.427,58</td> <td>40.306,23</td> <td>141.322,94</td> <td>370.195,05</td> <td>711.252,41</td> <td>879.193,33</td> <td>2.672.206,67</td> <td>25,00</td> </tr> <tr> <td><b>TOTAL</b></td> <td><b>5.500.000,00</b></td> <td><b>894.813,98</b></td> <td><b>219.462,68</b></td> <td><b>135.680,70</b></td> <td><b>222.929,81</b></td> <td><b>474.408,05</b></td> <td><b>1.052.541,84</b></td> <td><b>1.947.455,85</b></td> <td><b>3.552.544,15</b></td> <td><b>35,00</b></td> </tr> </tbody> </table>												REGIE	1.967.600,00	735.873,06	68.836,09	95.374,47	81.606,87	104.213,00	341.289,43	1.877.262,52	886.337,49	55,00	COGEST	3.542.400,00	158.940,92	159.427,58	40.306,23	141.322,94	370.195,05	711.252,41	879.193,33	2.672.206,67	25,00	<b>TOTAL</b>	<b>5.500.000,00</b>	<b>894.813,98</b>	<b>219.462,68</b>	<b>135.680,70</b>	<b>222.929,81</b>	<b>474.408,05</b>	<b>1.052.541,84</b>	<b>1.947.455,85</b>	<b>3.552.544,15</b>	<b>35,00</b>
REGIE	1.967.600,00	735.873,06	68.836,09	95.374,47	81.606,87	104.213,00	341.289,43	1.877.262,52	886.337,49	55,00																																		
COGEST	3.542.400,00	158.940,92	159.427,58	40.306,23	141.322,94	370.195,05	711.252,41	879.193,33	2.672.206,67	25,00																																		
<b>TOTAL</b>	<b>5.500.000,00</b>	<b>894.813,98</b>	<b>219.462,68</b>	<b>135.680,70</b>	<b>222.929,81</b>	<b>474.408,05</b>	<b>1.052.541,84</b>	<b>1.947.455,85</b>	<b>3.552.544,15</b>	<b>35,00</b>																																		

## 4.6 Ressources en termes de communication

Pas de commentaires